

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 7

Bulletin d'information de la **CNGR**  
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

## A SAVOIR

### RAFFARIN APPAUVRIT L'ETAT ET ENDETTE LA FRANCE

*En six ans, de 2000 à 2005, l'Etat a perdu 50 milliards d'euros du fait des allègements d'impôts sur le revenu. Telle est l'estimation du Syndicat national unifié des impôts (SNUI), syndicat majoritaire à la direction générale des impôts. Les 50 milliards de manque à gagner équivalent à une année de recettes produites par cet impôt. Il est supérieur au déficit prévu pour l'exercice budgétaire 2004, soit 49,3 milliards d'euros. Ces réductions d'impôts n'ont eu aucun impact en terme de croissance. Pire: elles ont aggravé l'endettement de notre pays, que le gouvernement Raffarin a porté à un nouveau record.*

### PLUS LIBERAL QUE SARKOZY TU MEURS

*La première convention sociale (sic) de l'UMP a donné l'occasion à Nicolas Sarkozy de présenter les grandes lignes de son programme: fin des contrats à durée déterminée (CDD), qu'il juge «trop rigides», imposition de «limites et obligations» aux chômeurs, privatisation du marché de l'emploi via «des sociétés de placement rémunérées aux résultats», réduction des charges patronales sur les heures supplémentaires... On ne le dira jamais assez: cet homme est dangereux.*

### LA CIA MONDIALISE LA TORTURE

*Le magazine américain The New Yorker révèle, dans son édition du 14 février 2005, que la CIA envoie clandestinement de présumés terroristes en Egypte, au Maroc, ou en Jordanie, des pays où la torture est pratiquée couramment par les services de police. Les transferts se font à bord d'avions affrétés discrètement par la Centrale. D'autre part, plusieurs témoignages ont permis de lever le voile sur les enlèvements de « suspects » par des forces américaines, qui sont ensuite livrés aux pays où ils sont torturés.*

### POUTINE FAIT LA POLITIQUE DU PIRE

*Elu en 1997 Président de la République de Tchétchénie avec 64% des voix, Asslan Maskhadov a été tué par un commando russe le 8 mars. La disparition du leader indépendantiste laisse la voie libre à l'islamiste radical Chamil Bassaïev, commanditaire de la sanglante prise d'otages de Beslan (Ossétie) en septembre 2004. Avec cet assassinat, le FSB (ex-KGB) marque un point contre les renseignements militaires, favorables à l'ouverture d'un dialogue avec les indépendantistes tchétchènes non islamistes.*

## EDITO: LA SCIENCE FRANCAISE A L'AVANT-GARDE DE LA LUTTE CONTRE LA PRIVATISATION

Fin 2003: malgré l'objectif affiché de consacrer d'ici 10 ans 3% du budget national à la recherche (au lieu de 2,2%), le gouvernement restreint fortement les crédits et transforme 550 postes fixes de chercheurs en contrats à durée déterminée. Ce qui, dans le cas de la recherche fondamentale, relève de l'absurdité, puisqu'il faut des années pour former un chercheur et le rendre opérationnel.

Une vingtaine de syndicats se fédèrent alors autour du mouvement *Sauvons la Recherche*, et lancent une pétition qui totalise 72 000 signatures en mars 2004. Les manifestations se succèdent, et en signe de protestation, les deux tiers des directeurs de recherche donnent leur démission. Devant la pression, le gouvernement fait partiellement marche arrière: il abandonne les 550 transformations de postes fixes en postes précaires et promet d'investir 1 milliard d'euros dans la recherche.

En automne 2004, *Sauvons la Recherche* organise des états généraux à Grenoble, qui exigent que la France tienne ses engagements budgétaires européens en matière de recherche et abandonne tout recours à des CDD. Ils demandent le respect de l'objectif des 3% du budget d'ici 2010, afin de créer 5000 postes par an durant cette période. Les chercheurs rappellent ainsi que la France a besoin du CNRS et des autres organismes nationaux de recherche. Dans notre pays, les entreprises privées n'ont pas autant de moyens que leurs homologues anglo-saxons. La recherche fondamentale, qui n'est pas « rentable » à court terme, mais est déterminante pour l'avenir, doit impérativement être prise en charge par la nation.

Entre-temps, Claudie Haigneré a cédé la place à l'ultra-libéral François d'Aubert au ministère de la recherche. En janvier 2005, un document préparatoire confidentiel sur le projet de loi d'orientation et de programmation de la recherche parvient aux chercheurs: il y apparaît que malgré l'augmentation des crédits, l'objectif des 3% sera loin d'être atteint, et que seuls 1000 postes seront créés par an. Il y est également spécifié que le gouvernement donne la priorité à l'innovation, c'est-à-dire à la « recherche utile », à court terme, loin des travaux de la recherche fondamentale qui n'ont pas d'« utilité » immédiate. Et pour ce faire, une part importante des crédits recherche sera allouée aux entreprises.

De plus, l'indépendance du CNRS est remise en question par la création d'un Haut Conseil de la recherche et de l'innovation, dont les membres sont tous nommés en Conseil des ministres. Quant à la nouvelle Agence nationale de recherche, elle est censée attribuer d'importants crédits aux thématiques « prioritaires », on devine sur quels critères...

La mobilisation a donc redoublé de vigueur. Les chercheurs étaient dans la rue le 9 mars, mais aussi le 10, lors de la journée d'action interprofessionnelle. Ils dénoncent la privatisation rampante mise en œuvre partout en France par le gouvernement Raffarin, comme c'est le cas à l'hôpital ou à l'université.

Ce grand mouvement des chercheurs est exemplaire, car il s'agit du combat d'une profession tout entière contre la privatisation du service public dont elle a la charge. Les républicains de gauche sont pleinement solidaires de ce combat. Il nous concerne tous, car la dévolution des biens de l'Etat au privé, la transformation des services publics en affaires rentables, affecte notre vie quotidienne et le statut de nos emplois.

**Bernard Sergent**, chercheur au CNRS  
auteur de *La Guerre contre la culture*, 2005, L'Harmattan

**Faire du référendum du 29 mai une grande victoire de la République!****BOLKESTEIN ET LES TARTUFFE**

Cachez cette directive que je ne saurais voir! Les partisans du Oui au référendum ne veulent plus entendre parler des 87 pages d'articles de la directive Bolkestein. Et le président de la commission de Bruxelles, José Manuel Barroso, ayant publiquement réaffirmé son attachement au texte, Chirac a poussé des hauts cris et exigé la «remise à plat» du projet, tandis que le député PS Jean-Christophe Cambadélis, un proche de Dominique Strauss-Kahn, criait au complot ourdi par Bush pour torpiller le Vieux Continent!

Ces Messieurs feignent d'oublier que leurs partis ont porté la directive Bolkestein sur les fonds baptismaux. Tout commence en 2000 au sommet de Lisbonne, auquel participent Jacques Chirac et Lionel Jospin. Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE demandent à la Commission de Bruxelles, alors présidée par Romano Prodi, de compléter le « grand marché » des marchandises, des capitaux et des hommes par une libéralisation des services, qui représentent 70% du PIB de l'Europe.

C'est le commissaire au marché intérieur, le néerlandais Frits Bolkestein, qui s'attelle à la tâche. Avant qu'il ne rende sa copie, le Parlement européen vote une résolution le 13 février 2003, dans laquelle il se prononce pour la libéralisation des services et le principe du pays d'origine. Les députés PS et Verts, à quelques très rares exceptions près, joignent leurs voix à celles de l'UMP. Enfin, le 13 janvier 2004, la directive est adoptée par la Commission avec l'aval des deux commissaires français, Michel Barnier (UMP) et Pascal Lamy (PS).

Quant au « traité constitutionnel », ses articles III-137 et 144 interdisent formellement toute restriction à la liberté d'établissement et de prestation de services. A part ça, la directive Bolkestein n'aurait rien à voir avec le texte soumis à référendum. Mais les masques tombent, et à en croire les sondages, les électeurs ne s'y trompent pas.

**BOLKESTEIN: LES SCENARII DU «PARISIEN»**

Dans son édition du 17 mars, le « Parisien » donne quelques exemples d'application de la directive Bolkestein, qui permet à un prestataire de service d'un pays de l'UE de travailler dans un autre état membre en y appliquant la réglementation de son pays d'origine. Extraits:

- «Un artisan hongrois vient faire des travaux chez vous: dans ce cas, ce professionnel sera soumis aux règles du droit hongrois et non pas du droit français...Cela vous coûtera a priori moins cher mais bonjour les procès en cas de malfaçon!»
- «Une clinique dont le siège social est à Varsovie décide de «reprendre» les murs d'un établissement en région parisienne. Dans ce cas, cette clinique peut «détacher» pour des missions longues du personnel de nationalité polonaise. En principe {s'agissant de la santé, NdlR}, l'établissement doit respecter les lois françaises en matière de temps de travail, de salaire minimum ou de sécurité. L'astuce est ailleurs. Rien ne l'empêche, pour les catégories de personnel (infirmières, médecins, ...) qui sont au-dessus du SMIC, d'avoir une grille de salaires beaucoup plus basse que celle pratiquée habituellement en France...»

**52% POUR LE NON**

Le premier sondage IFOP favorable au Non est tombé comme un couperet le soir du 17 mars. Le score s'est encore amélioré trois jours plus tard, avec les 52% d'intentions de vote annoncées par IPSOS. «C'est la cata», a lâché Jack Lang. «Quelle connerie», a dû penser Chirac...

En attendant le 29 mai, nul triomphalisme n'est de mise. Ces sondages favorables indiquent plutôt que la campagne du Oui sera féroce, et tout sauf équitable. A preuve: la décision prise par le Conseil supérieur de l'audiovisuel de partager le temps de parole du Non, lors de la campagne officielle, entre Le Pen, Pasqua, de Villiers et le PCF. Et cela alors que les sondages attestent que le Non progresse surtout parmi les électeurs de gauche.

**VALLS-HESITATION**

Après s'être prononcé pour le Non pendant le débat interne à son parti, le député PS Manuel Valls a appelé à voter Oui dans une tribune libre du Monde. Son motif: la victoire du Non au référendum constituerait un nouveau 21 avril! Et nous qui croyions que c'était le renoncement de la gauche à ses principes, avec l'Europe comme alibi, qui expliquait en grande partie sa défaite de 2001. C'est d'ailleurs ce que répétait le brave Manuel il y a encore quelques mois...

**JEAN-LUC CAZETTES VOTERA NON**

Lui aussi a hésité, mais finalement, pour le président de la CGC (Confédération Générale des Cadres), c'est Non. Jean-Luc Cazettes s'en explique dans Le Monde du 20-21 mars, en précisant que «si je dis que je vais voter Non, même à titre personnel, cela va faire basculer un certain nombre de gens». A propos de la directive Bolkestein, le dirigeant syndical précise «qu'elle {lui} est restée dans la gorge. Si on adopte la constitution, on ne pourra plus rien bouger, même la directive».

**TRANSATLANTISME**

Mal en a pris à Silvio Berlusconi d'annoncer le retrait d'Irak des troupes italiennes, suite à la bavure américaine qui a coûté la vie à un responsable des services secrets de Rome. Rappelé à l'ordre par George Bush et Tony Blair, il a dû prestement revenir en arrière. Le «traité constitutionnel» ne stipule-t-il pas que «la politique de l'Union respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord»? Alors au pas, Cavaliere!

Et pour mieux faire comprendre aux Européens en quelle considération il les tient, Bush vient de proposer la désignation de l'ultra-conservateur Paul Wolfowitz à la présidence de la Banque mondiale. Secrétaire adjoint à la défense, Wolfowitz a été l'un des artisans de la guerre en Irak. La proposition de Bush est ressentie comme une volonté de Washington d'accentuer son contrôle sur les organismes multilatéraux.

**Dossier en ligne:**

« Il faut lire le projet de constitution européenne »  
de Robert Joumard  
chercheur, militant d'ATTAC-Rhône